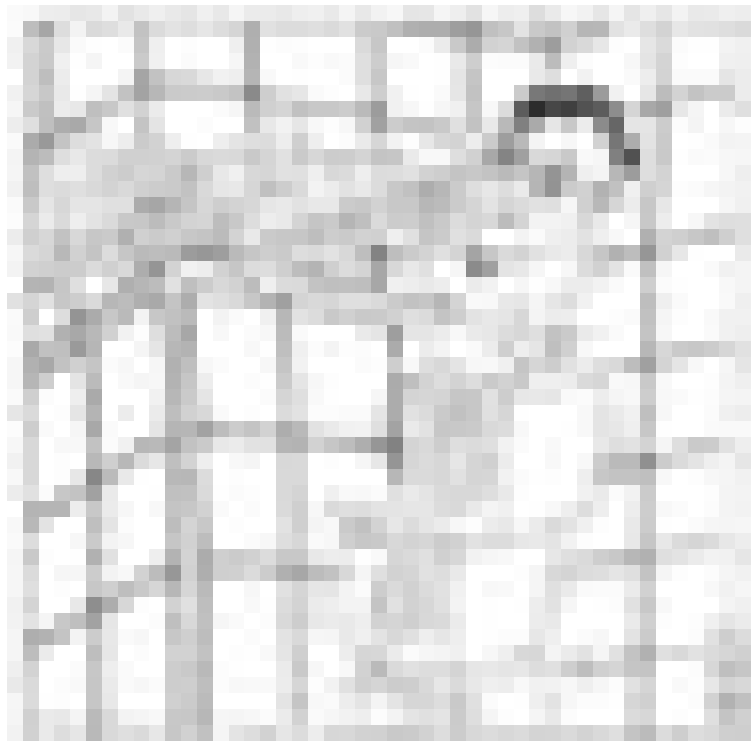


CLEARSTREAM

"Nous sommes les notaires du monde"



La publication d'un livre sur les pratiques de Clearstream (l'ancienne Cedel) montre que la transparence n'est pas le premier atout de la place financière luxembourgeoise.

La scène était presque caricaturale: le CEO (chief executive officer) de Clearstream, André Lussi, entouré de son directeur des communications, David Cowan, et du managing director, Douglas Reeve, avaient convié lundi dernier la presse au siège de "la plus grande société de clearing du monde" pour ... ne rien dire.

Ce jour-là, le Figaro avait consacré sa une, ainsi qu'un dossier de deux pages, à la société de la Place Winston Churchill. Principales allégations contenues dans le quotidien parisien: Clearstream pourrait "jouer le rôle de la plus grande lessiveuse d'argent sale au monde". Pour étayer cette accusation le Figaro se base sur l'enquête qu'a menée l'ancien journaliste de "Libération", Denis Robert, ensemble avec Ernest Backes, un ex-employé de Cedel, aujourd'hui Clearstream. Leurs résultats ont paru sous forme de livre ce mercredi (1).

La réaction de Clearstream? Nier catégoriquement les accusations contenues dans le Figaro et refuser pratiquement tout commentaire. Surtout par rapport à certains détails qui laissent entrevoir que tout est loin d'être clair chez Clearstream. L'explication de ce refus de com-

munication: la société entend entamer des poursuites judiciaires contre le Figaro, les auteurs du livre et Canal+, qui avait programmé un documentaire retraçant l'enquête de Denis Robert et de Ernest Backes pour le 1er mars.

A chaque question de journalistes c'est un "no comment on that specific issue". Seul Douglas Reeve avait été autorisé, sous l'oeil vigilant de son chef André Lussi, à donner quelques détails supplémentaires sur les fameux "unpublished accounts" (comptes non publiés) sur lesquels se basent aussi bien le Figaro que les auteurs du livre, pour accuser Clearstream de pratiquer le lessivage d'argent sale.

Une "niche" luxembourgeoise

Cedel est créée le 28 septembre 1970, à Luxembourg, sous forme d'une coopérative de onze banques. L'intérêt de créer cette institution est simple: dorénavant on pourra enregistrer et avaliser en un même lieu les ventes et achats de titres (actions, obligations, plus tard s'y ajouteront sicav, fonds d'investissement, etc.) que les banques à travers le monde traitent entre elles pour leurs clients. Chaque banque membre de Cedel dispose d'un compte publié dans une sorte de répertoire parfaitement transparent. Les titres, tout en changeant de propriétaire, restent domiciliés auprès de Cedel. Les échanges financiers sont ainsi facilités.

Ernest Backes, co-auteur du livre, entre très tôt aux services de Cedel, en devient même le numéro trois. Il contribue largement à la mise en place du système informatique qui est à la base du fonctionnement de Cedel et qui permet très vite de faire transiter des sommes énormes en un laps de temps de plus en plus court. Le système se développe rapidement: en 2000, 10 trillions d'euros sont déposés sur les comptes de Clearstream, elle opérait au cours de cette

même année quelque 150 millions de transactions.

Backes est licencié en 1983, alors qu'il découvre quelques irrégularités en relation avec des dossiers qui ont trait au futur scandale de la banque Ambrosiano. Il n'aura plus de véritable emploi dans le secteur financier, ce qui ne l'empêche cependant pas de continuer à s'intéresser à Cedel, à l'intérieur de laquelle il affirme avoir gardé des contacts. Ainsi il dispose de microfiches qui montrent qu'en 1991, la BCCI continue à utiliser les canaux de Cedel alors qu'elle est en pleine liquidation.

Des comptes non publiés

Une autre critique de Backes: ces derniers temps, Cedel a concédé de plus en plus de comptes non publiés à ses clients. A cela s'ajoute le constat qu'apparaissent sur les listes (secrètes) des comptes non publiés de sociétés non financières, telles que Siemens, ce qui est contraire au principe même de Cedel. Depuis 1990, le nombre des comptes non publiés augmente et semble même dépasser les comptes réguliers.

Douglas Reeve affirme que les comptes non publiés seraient les comptes normaux, alors que les "published accounts" constitueraient un service supplémentaire. En disant cela, il est en contradiction avec les indications que donne Clearstream sur son site internet. On y explique que les comptes publiés sont les comptes normaux et qu'il faut faire une demande spécifique pour pouvoir disposer d'un compte non publié. C'est bien Clearstream qui se réserve le droit d'accorder un tel compte.

La ligne de défense de Clearstream est très simple: ceux qui insinuent qu'il pourrait y avoir blanchiment d'argent sale font atteinte à la bonne réputation de la société et risquent d'être cités en justice. En même temps, la société refuse de clarifier certains points d'ombre. Ils ont beau jeu dans ce sens que le livre incriminé ne donne guère de preuves, tout en posant un certain nombre de questions pertinentes.

Ainsi le principe des "four eyes", qui veut que dans des sociétés sensibles toutes les décisions soient prises au moins par deux personnes distinctes, pour garantir un contrôle à la source, ne semble pas respecté chez Clearstream: le CEO est le seul membre du "staff" à siéger au conseil d'administration. Il y est le seul à connaître les rouages de la machine et a une grande influence sur les décisions stratégiques de la société.

Dans un entretien qu'il avait accordé à Denis Robert, André Lussi s'est vanté du sérieux de sa société en affirmant même qu'on "peut dire que nous sommes les notaires du monde". Alors que ce sont les places financières qui devraient contrôler des sociétés comme Clearstream, il semble bien que le contraire est le cas.

Ein freier Tag ist kein Feiertag

Wenn ganz Luxemburg am 6. April das Feiern zur Thronbesteigung Grand-Duc Henris nachholt, wird die Freude möglicherweise unterschiedlich groß sein. Denn der 6. April ist zwar ein freier Tag: Das heißt, dass offiziell nicht gearbeitet wird. Als Feiertag gilt dieser Tag jedoch nicht. Dies legt ein Gesetz fest, das eigens für den berühmten Tag im Parlament noch gestimmt werden soll. Klartext: Wer trotz Feierlichkeiten am 6. April Dienst schieben muss, erhält statt der üblichen Zuschläge lediglich einen freien Tag innerhalb der nächsten drei Monate. "Déi Lénk" sehen hierin eine "Aushöhlung des Arbeitsrechts". In einem Kommuniqué weist die Bewegung darauf hin, dass die Arbeitgeber 50 Prozent des (normalen) Lohnes und der sozialen Versicherungsbeiträge, die sie für die freien Tage zahlen müssen, inklusive des Patronatbeitrages von der Einkommenssteuer absetzen können. Grund genug für "déi Lénk", sich aufzuregen und darauf hinzuweisen, "wer in diesem Land in Wirklichkeit die Macht besitzt". "Déi Lénk" betonen jedoch, dass sie trotz Kritik an diesem "ungerechten" Feiertag nicht zu den Verfechtern der Monarchie gehören.

Von Schulen und Banken

Der Diskussionsbedarf in Sachen Schulpolitik reicht über die Themen Schülertransport und Stundenplan hinaus. Im Dossier "Die Schule der Zukunft" der soeben erschienenen Nummer 206 der Zeitschrift "forum" geht es deshalb vor allem um Pädagogik. Nach den theoretischen Reflexionen in der Nummer 204 werden diesmal in mehreren Beiträgen Projekte innerhalb und außerhalb der öffentlichen Schule diskutiert. Auch neue Lehrmethoden werden vorgestellt, unter anderem für Geschichts- und Sprachunterricht.

Außerdem in der neuen Nummer: "Cleargate", eine kritische Würdigung des Buches "Révélation\$". Besonderes Gewicht wird auf die Frage gelegt, welcher BCCI-Gläubiger 1991 via Cedel einen neunstelligen "Gefallen" erwiesen bekam und warum. Im Kulturteil stellt Jean Back die Philosophie des Centre National de l'Audiovisuel vor. Schließlich wird die Debatte über die Historizität Jesu fortgesetzt: Nach einem etwas blauäugigen Pro in Nummer 204 und einem polemischen Contra in der 205 kommen nun in drei hochkarätigen Beiträgen die Jesus-Bejaher wieder zum Zug.

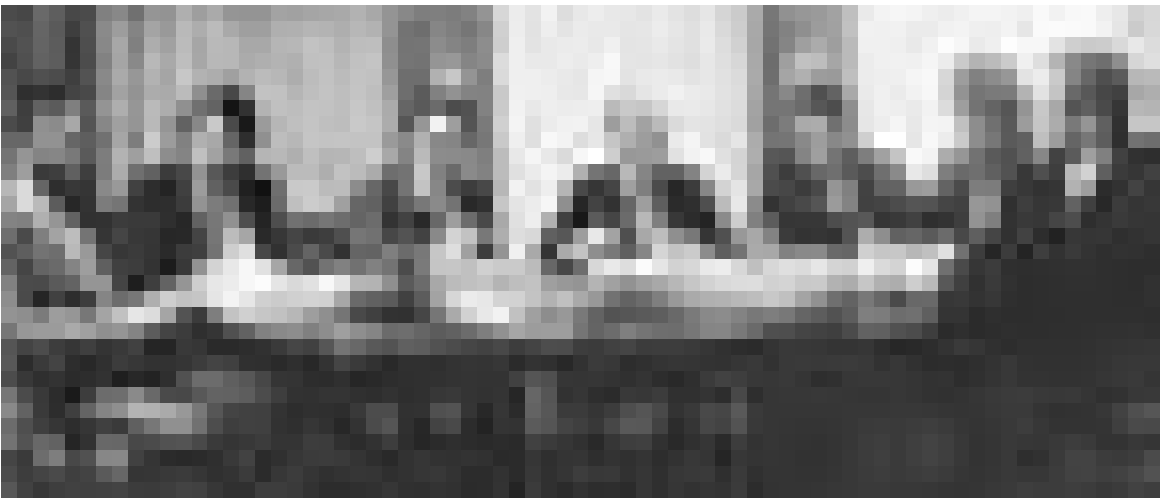
forum Nummer 206, Preis 150 LUF, erhältlich im Zeitschriftenhandel.

Cannabis-Debatte im Athénée

Eine Ausgabe des "Schwaarzt Schof" flatterte diese Woche auf unseren Redaktionstisch. "Zur Information", stand auf der beiliegenden Notiz, "schecke mir iech eng Nummer vum Schwaarzen Schof zum Thema Cannabis, daat mir als Flugblatt virum Athénée verdeelt hun". Die lokale Schülerzeitung "Ventil" hätte sich "no villem Geedessems" geweigert, den Beitrag abzudrucken, mit dem Argument, er würde zum Drogenkonsum anregen. Der besagte Artikel mit dem Titel "Marihuana clandestino, Marihuana illegal..." weist auf ungleiche Behandlung vor dem Gesetz der Drogen Cannabis einerseits und Alkohol und Tabak andererseits hin. Dass Cannabis den Konsumenten dazu bringen kann, andere, härtere Drogen zu konsumieren, liege vor allem daran, dass dieser gezwungen sei, sich Marijuana in der Illegalität zu besorgen und dort mit diesen Drogen in Kontakt komme. Mit Kritik an der Politik von Justizminister Luc Frieden wird nicht gespart. Aufforderungen wie "Mir mengen: Här F., zitt lech mol relax eng Wick eran! Da wären d'Liewen vun de Marijuana-Konsumenten, de Flüchtlingsfamillen, an all deem aneren "illegale Pöbel" wuel em munches méi einfach." sind sicher Geschmackssache. Für das "Schwaarzt Schof" steht fest: Legalize it! ...ou ça va péter."

Richard Graf

(1) Révélation\$, par Denis Robert et Ernest Backes, Les Arènes, 138 FF.



Une institution respectable: réunion du comité de direction de Cedel, début 1981. A gauche: Ernest Backes. Deux ans plus tard il sera licencié. (Photo: Rapport Annuel Cedel 1980)